

SYNCASS - CFDT

Syndicat professionnel

Rapport du commissaire aux comptes

Conseil syndical d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2024

SYNCASS - CFDT

14, rue Vesale
75005 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

CONSEIL SYNDICAL D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Aux membres du conseil syndical,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil syndical, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du SYNCASS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil syndical.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance du syndicat relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le secrétariat général.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

SYNCASS - CFDT

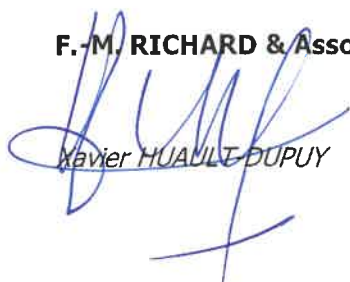
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 23 juin 2025

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés


Xavier HUAILT-DUPUY

SYNCASS CFDT

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

BILAN ACTIF		Brut au 31/12/2024	Amort. & Provision	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles Autres Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes Immobilisations corporelles Terrains Constructions Installations techniques, mat. et out. industriels Autres Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Immobilisations financières Participations Créances rattachées à des participations Titres immobilisés de la dotation Autres titres immobilisés Prêts Autres	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et out. industriels				
	Autres	1 065 983,95	413 990,69	651 993,26	696 776,26
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE Stocks Matières premières et autres appro. Marchandises Avances et acomptes versés Créances : Créances usagers et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités Charges constatées d'avance	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00
	Créances rattachées à des participations				
	Titres immobilisés de la dotation				
	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres	986,03	0,00	986,03	986,03
		1 066 969,98	413 990,69	652 979,29	697 762,29
	Matières premières et autres appro.				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés				
ACTIF CIRCULANT Charges à répartir sur plusieurs exercices Primes de remboursement des emprunts Écart de conversion actif	Créances usagers et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres	16 560,15	15 208,50	1 351,65	1 992,10
	Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Disponibilités	288 718,40	0,00	288 718,40	247 738,84
	Charges constatées d'avance	70 722,61	0,00	70 722,61	32 326,35
		376 001,16	15 208,50	360 792,66	282 057,29
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Écart de conversion actif				
		1 442 971,14	429 199,19	1 013 771,95	979 819,58
TOTAL GENERAL		1 442 971,14	429 199,19	1 013 771,95	979 819,58
ENGAGEMENTS RECUS					

BILAN PASSIF		Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Fonds syndicaux Fonds syndicaux sans droit de reprise Écart de réévaluation Réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice Autres fonds syndicaux Fonds syndicaux avec droit de reprise : - Apports - Legs et donations Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées FONDS SYNDICAUX	Fonds syndicaux sans droit de reprise		
	Écart de réévaluation		
	Réserves	786 113,79	692 264,74
	Report à nouveau	0,00	0,00
	Résultat de l'exercice	110 754,82	93 849,05
	Autres fonds syndicaux		
	Fonds syndicaux avec droit de reprise :		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	FONDS SYNDICAUX	896 868,61	786 113,79
Fonds dédiés : - Sur subventions de fonctionnement - Sur autres ressources Provisions pour risques Provisions pour charges PROVISIONS ET FONDS DEDES	Fonds dédiés :		
	- Sur subventions de fonctionnement		
	- Sur autres ressources		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS ET FONDS DEDES	0,00	0,00
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers	88 802,50	140 994,16
	Concours bancaires courants	0,00	0,00
	Avances et acomptes reçus	0,00	0,00
DETTES Écart de conversion passif TOTAL GENERAL ENGAGEMENTS DONNES	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 085,11	26 955,68
	Dettes fiscales et sociales	5 453,91	4 260,95
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00
	Autres dettes	3 561,82	21 495,00
	Produits constatés d'avance	0,00	0,00
	DETTES	116 903,34	193 705,79
	Écart de conversion passif		
	TOTAL GENERAL	1 013 771,95	979 819,58
	ENGAGEMENTS DONNES		

SYNCASS CFDT

Compte de résultat du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 027 726,22	1 004 219,74
Prestations	3 575,61	6 054,04
Dons	0,00	0,00
Contributions financières	11 100,00	10 700,00
Subventions d'exploitation		0,00
Autres produits (hors cotisations)	0,00	0,00
Reprises sur provisions amortissements, transferts de charges	1 314,70	0,00
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
TOTAL I	1 043 716,53	1 020 973,78
Charges d'exploitation		
Achats	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	322 231,61	320 434,64
Aides financières	482 408,49	469 706,76
Impôts, taxes et versements assimilés	4 775,04	4 578,00
Salaires et traitements	54 705,71	55 008,10
Charges sociales	20 420,73	25 947,06
Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	48 177,16	49 932,63
Dotation aux provisions sur actif circulant	0,00	0,00
Dotation aux provisions pour risques et charges	0,00	0,00
Autres charges	13,94	162,74
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL II	932 732,68	925 769,93
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	110 983,85	95 203,85
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent ou déficit transféré III		
Déficit ou excédent transféré IV		
Produits financiers :		
Produits financiers de participation		
Produits autres valeurs mobilières	1 789,94	1 367,08
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprise sur provisions et transferts de charges		
Différence positive de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	1 789,94	1 367,08
Charges financières :		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 815,66	2 617,88
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI	1 815,66	2 617,88
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-25,72	-1 250,80
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	110 958,13	93 953,05
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	370,00	60,00
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VII	370,00	60,00
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Sur opérations en capital	317,31	0,00
Dotation aux amortissements et provisions		
TOTAL VIII	317,31	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	52,69	60,00
Impôts sur les sociétés	256,00	164,00
TOTAL DES PRODUITS	1 045 876,47	1 022 400,86
TOTAL DES CHARGES	935 121,65	928 551,81
SOLDE INTERMEDIAIRE	110 754,82	93 849,05
EXCEDENT OU DEFICIT	110 754,82	93 849,05
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits Militantisme	0,00	0,00
Prestations en nature	0,00	0,00
Dons en nature	0,00	0,00
Total produits	0,00	0,00
Charges Secours en nature	0,00	0,00
Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00	0,00
Militantisme	0,00	0,00
Total charges	0,00	0,00
EXCEDENT OU DEFICIT COURANT	110 754,82	93 849,05
EXCEDENT OU DEFICIT DES OPERATIONS PLURIANUELLES	0	0,00

SYNCASS CFDT
Annexe aux états financiers
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Le SYNCASS CFDT se caractérise pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2024 et clos le 31 décembre 2024 par les données suivantes :

Total du bilan	1 013 772 €
Produits d'exploitation	1 043 717€
Résultat	110 755 €

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers.

1. Activité et faits majeurs de l'exercice

1.1. Activité du syndicat

Créé le 8 avril 1993, le syndicat national CFDT des cadres de direction et médecins des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux appartient à la fédération santé sociaux de la CFDT.

Le SYNCASS-CFDT comprend sept sections syndicales :

- Directeur d'hôpital (DH)
- Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social (D3S)
- Directeur des soins (DS)
- Cadres de direction du secteur privé (CDSP)
- Médecin
- Pharmacien
- Encadrement supérieur (attaché d'administration hospitalière, ingénieur)

Il compte en décembre 2024, 2 249 adhérents

1.2. Faits majeurs de l'exercice

Cinq conseils syndicaux ont été organisés en 2024 le 1er et 2 février 2024 ; 30 et 31 mai 2024, 4 et 5 juillet 2024, 26 et 27 septembre 2024 et le 28 novembre.

L'année 2024 a été marquée par des rendez-vous régionaux organisés aux dates suivantes :

- Réunion régionale PACA le 26/01
- Réunion régionale Normandie le 09/02
- Réunion régionale Pays-de-la Loire le 16/02
- Réunion régionale Bretagne le 23/02
- Réunion régionale Nouvelle Aquitaine le 15/03
- Réunion régionale La Réunion le 20/03
- Réunion régionale Guyane le 29/03
- Réunion régionale Bourgogne-Franche Comté le 12/04
- Réunion régionale AP-HP le 23/04
- Réunion régionale AURA le 7 juin
- Réunion régionale Centre-Val-de -Loire le 11/06
- Réunion régionale Ile-de-France le 14/06
- Réunion régionale Hauts-de-France le 28/06
- Réunion régionale Martinique : le 19/09

Le SYNCASS-CFDT a participé au salon international santé et innovation de la Fédération hospitalière de France, SANTEXPO qui s'est déroulé du 21 au 23 mai 2024.

Les journées nationales du SYNCASS-CFDT ont eu lieu les 28 et 29 novembre, à Angers sur le thème : Epidémie de solitude : que reste-t-il du lien social ? De l'impact sur la santé de tous et sur nos métiers.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés « états financiers » comprennent :

- ✓ le bilan
- ✓ le compte de résultat
- ✓ l'annexe

2.2. Principes comptables retenus

La loi n°2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail a introduit dans le code du travail une obligation pour les organisations syndicales d'établir des comptes annuels et des comptes consolidés pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le SYNCASS CFDT retient les principes comptables généraux des règlements ANC 2014-03, 2018-06 et CRC 2009-10.

Il applique notamment les principes comptables suivants :

- ✓ la continuité de l'exploitation
- ✓ la régularité
- ✓ la sincérité
- ✓ le principe de prudence
- ✓ la permanence des méthodes

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3. Comptabilisation des produits et des charges

Les produits perçus par les organisations syndicales sont comptabilisés conformément aux dispositions du paragraphe 512-1 du règlement ANC°2014-03, sous réserve des modalités suivantes prévues pour les cotisations.

Les charges supportées par les organisations syndicales sont comptabilisées conformément aux dispositions du paragraphe 511-1 et 511-2 dudit règlement.

2.3.1. Fait générateur de la comptabilisation des cotisations

Le versement des cotisations est comptabilisé selon le principe édicté par la « Charte de la cotisation syndicale » régissant la répartition des cotisations entre structures affiliées à la C.F.D.T.

En conformité avec le règlement n°2009-10 du CRC, l'individualisation par structure C.F.D.T. des flux de cotisations, dont le versement intervient postérieurement à la clôture, permet la reconnaissance d'un produit à recevoir comptabilisé sur l'exercice arrêté au 31 décembre.

2.3.2. Contributions publiques de financement

Ces contributions sont comptabilisées à réception d'une notification délivrée par le financeur. Conformément au principe repris dans le paragraphe 2.6 du règlement CRC (n° 2009-10 - Annexe – Règles comptables des organisations syndicales -), il est tenu compte d'éventuelles conditions suspensives ou résolutives figurant dans la convention et précisant les termes des actions à mener.

Les contributions enregistrées en produits ont fait l'objet d'un traitement comptable obéissant aux règles ci-dessus rappelées.

2.4. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction la durée de vie prévue :

✓ Appartement	25 ans
✓ Aménagement appartement	10 ans
✓ Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
✓ Mobilier	5 ans

2.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles représentent généralement les placements à long terme réalisés par le « SYNCASS CFDT » dans le cadre de la gestion de ses réserves financières.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6. Créances usagers, autres créances et produits à recevoir

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

A la clôture sont comptabilisés, dans un compte « produits à recevoir », tous les produits concernant l'exercice en cours et comptabilisés sur l'exercice suivant.

2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'achat. Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément aux règles comptables.

2.8. Charges constatées d'avance

Elles concernent des charges engagées durant l'exercice et dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

2.9. Réserves

Le fonds de réserve correspond au cumul des résultats antérieurs.

2.10. Emprunts et dettes financières divers

Tous les emprunts et dettes financières divers sont valorisés à leur valeur nominale.

2.11. Dettes fournisseurs et charges à payer

Toutes les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale.

A la clôture sont comptabilisées, dans un compte « charges à payer », toutes les charges concernant l'exercice en cours et comptabilisées sur l'exercice suivant.

2.12. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont valorisées à leur valeur nominale.

Le SYNCASS CFDT enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

2.13. Autres dettes

Les autres dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

2.14. Produits constatés d'avance

Ils concernent des produits engagés durant l'exercice et dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

3. Informations relatives au bilan et au compte de résultat

3.1. Immobilisations et amortissements

Les mouvements des immobilisations et des amortissements sont retracés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations/Acquisitions	Reclassements	Cessions/Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	1 067 651	3 711	0	5 378	1 065 984
Appartement	959 500	0	0	0	959 500
Aménagement appartement	29 020	0			29 020
Matériel informatique	75 548	3 711		5 378	73 881
Mobilier	3 583				3 583
Immobilisations financières	986	0	0	0	986
Titres immobilisés	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements versés	986	0	0	0	986
Prêts	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	1 068 637	3 711	0	5 378	1 066 970

Amortissements	Amortissements à l'ouverture	Dotations	Reclassements	Reprises	Amortissements à la clôture
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0			0
Immobilisations corporelles	370 875	48 178	0	5 062	413 991
Appartement	284 332	38 380			322 712
Aménagement appartement	20 798	2 902			23 700
Matériel informatique	62 193	6 865		5 062	63 996
Mobilier	3 552	31			3 583
TOTAL GENERAL	370 875	48 178	0	5 062	413 991

3.2. Stocks : Néant

3.3. État des créances

3.3.1. Créances usagers : Néant

3.3.2. Autres créances

Elles correspondent essentiellement aux produits à recevoir sur cotisations et ont une échéance à moins d'un an. Une dépréciation a été constatée à la clôture des comptes 2022 pour la totalité de la créance relative au contrat du copieur pour un montant de 15 K€ par suite de la mise en redressement de la société gestionnaire.

3.4. Valeurs mobilières de placement : Néant

3.5. Disponibilités

Il s'agit des soldes comptables débiteurs des banques et de la caisse.

3.6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 70 723 €.

3.7. Fonds syndicaux

La situation nette a évolué pendant l'exercice comme indiqué ci-dessous :

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Réserve générale	582 264	43 849		626 113
Réserve élections professionnelles	110 000	50 000		160 000
Report à nouveau				0
Résultat 2023	93 849		93 849	0
Résultat 2024		110 755		110 755
Situation nette	786 113	204 604	93 849	896 868

3.8. Provisions et dépréciations

Néant

3.9. Emprunts et dettes financières divers

	A l'ouverture	Nouveaux Emprunts	Intérêts Capitalisés	Remboursements	A la clôture
Emprunt	140 994	0	0	52 191	88 803
TOTAL	140 994	0	0	52 191	88 803

3.10. Dettes fournisseurs et charges à payer

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 19 085 euros ont une échéance à moins d'un an.

3.11. Dettes fiscales et sociales

Elles sont essentiellement à moins d'un an.

3.12. Autres dettes

Les autres dettes s'élèvent à 3 562 euros ont une échéance à moins d'un an.

3.13. Produits constatés d'avance

Néant

3.14. Ressources annuelles

Le SYNCASS CFDT a perçu 561 784 € de ressources annuelles comme le présente le tableau ci-dessous :

	Exercice N	Exercice N-1
Cotisations reçues	1 027 726 €	1 004 220 €
Reversements de cotisations	- 482 408 €	- 469 707 €
Contributions financières	11 100 €	10 700 €
Subventions reçues		
Autres produits d'exploitation perçus	3 576 €	6 054 €
Produits financiers perçus	1 790 €	1 367 €
Total des ressources	561 784 €	552 634 €

3.15. Résultat exceptionnel

Il s'élève à + 53 euros et correspond au produit de la cession de deux ordinateurs portables.

3.16. Contributions en nature

Le SYNCASS CFDT se réfère aux dispositions de l'article 4 du règlement CRC n° 2009-10 définissant le « Traitement des contributions en nature » effectuées à titre gratuit.

Les contributions volontaires en nature sont exclusivement constituées par des mises à disposition de permanents syndicaux ; leur durée de fonction au sein du SYNCASS CFDT, renouvelable.

Le nombre de personnes mises à disposition est de 6,25 équivalents temps plein (ETP) en 2024.

4. Autres informations

4.1. Militantisme

Le SYNCASS CFDT ne valorise pas l'action de ses militants car leurs actions sont suffisamment connues et reconnues pour qu'une mention qualitative lui paraisse suffisante.

4.2. Liste des mandats dans les organismes paritaires

Néant

4.3. Effectif à la clôture

Le SYNCASS CFDT a employé deux personnes non cadre, il n'y a pas de variation par rapport à l'exercice précédent.

4.4. Engagements hors bilan donnés et reçus : Néant

4.5. Engagements de retraite

Conformément à l'article 831-4 du règlement ANC 2014-03, les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés. Compte tenu du caractère non significatif de ces engagements au regard de l'âge et de l'ancienneté des salariés, ils ne sont pas calculés au 31 décembre 2024.

4.6. Compte épargne temps : Néant

4.7. Engagements de crédit-bail : Néant

4.8. Engagements financiers et sûretés réelles donnés

Privilège du prêteur de denier accordé à un établissement bancaire pour un montant de 890 K€.

4.9. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de la mission de certification des comptes sont de 7 495 euros TTC.

4.10. Evènements post clôture

Néant